



FO n'acceptera jamais l'inversion de la hiérarchie des normes

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

À l'heure où ces lignes sont écrites, nous sommes à la veille de notre manifestation nationale du 14 juin à Paris.

Tout en restant fermé sur le projet de loi Travail, le gouvernement a espéré déminer le conflit par arrosages catégoriels. Certes, ce qui est pris n'est plus à prendre mais force est de constater que sa tactique fait chou blanc.

Depuis plus de trois mois, nous ne cessons de répéter, d'expliquer que ce projet contient nombre de points inacceptables et dangereux pour les salariés, dont la fameuse inversion de la hiérarchie des normes.

La semaine dernière, à l'occasion d'un déplacement à la Conférence internationale du travail à Genève, j'ai pu non seulement prendre la parole mais aussi répondre, lors d'une réunion, aux questions de syndicats étrangers sur la situation française. Nos camarades grecs ont d'ailleurs confirmé que leur pays a servi de laboratoire en la matière.

À différentes reprises, j'ai expliqué que Force Ouvrière n'avait pas coupé les contacts et que nous étions prêts à discuter, mais sérieusement et sur le fond. Ce qui ne peut pas être le cas quand l'interlocuteur ne veut pas remettre en cause la « philosophie générale » du projet de loi.

Je le confirme encore une fois, Force Ouvrière n'acceptera jamais l'inversion de la hiérarchie des normes. Cela concerne plusieurs articles

du projet de loi et le gouvernement a différentes possibilités – s'il le veut – pour rétablir et garantir la négociation nationale de branche, sans blackbouler la négociation d'entreprise. Nous lui avons ainsi suggéré, depuis le début, plusieurs pistes. Ce fut encore le cas la semaine dernière lors d'un entretien avec la ministre du Travail, qui s'est montrée attentive. Et il y a les autres points, non acceptables en l'état, du projet (licenciements économiques, médecine du travail, référendum, accord de développement ou préservation de l'emploi).

Tant le Premier ministre que la ministre du Travail ont tout sur la table. À eux de choisir!

Ou ils continuent à se comporter comme des êtres capricieux, n'acceptant pas le dialogue, étant persuadés qu'ils ont raison tout seuls ou presque.

Ou ils deviennent responsables, acceptant de revoir leur posture et leur positionnement.

Vaut-il mieux écouter les majorités qui refusent le projet de loi en l'état ou, comme ils l'ont fait, demander conseil au gouvernement espagnol de M. Rajoy?

Les soutiens que nous recevons des syndicats frères d'Europe sont la réponse.

Alors retrait ou retraitement, oui.

Maintien ou rafistolage, non.